

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 9 JUIN 2023

Le vendredi neuf juin deux mille vingt-trois à dix-huit heures trente, les membres composant le Conseil municipal de la Ville d'Unieux se sont réunis en salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Christophe FAVERJON, Maire, après avoir été convoqués en date du trente et un mai deux mille vingt-trois en application des articles L.2121.10 et L.2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents : MM et Mmes Christophe FAVERJON, Fabrice MIALON, Gisèle ARSAC, Corinne CABUT, Manuel DE SA, Djida OUCHAOUA, Gaston CONSTANT, Agnès PESTRE, Juliette HAUW, Pascal PEYRAT, Jean-Yves CHAUSSIN, (*jusqu'au point n°15*) Karine RICORT, Laurent LAFRÉCHOUX, Nicolas DUTARTRE, Nathalie DUVAL, Bernard CHAPELON, Véronique RESSEGUIER, Frédéric BATTIE.

Pouvoirs déposés : M. Fabrice CORDAT à M. Manuel DE SA, Mme Véronique ROMÉYER à Mme Gisèle ARSAC, M. Daniel RATHIER à M. Nicolas DUTARTRE, Mme Monique FAURAND à Mme Corinne CABUT, M. Philippe BEAUNE à M. Pascal PEYRAT, M. Jean-Yves CHAUSSIN à M. Fabrice MIALON (*à partir du point n°16*), Mme Nathalie RAFFIN à Mme Djida OUCHAOUA, M. Stéphane CESARATTO à M. Christophe FAVERJON, Mme Morgane RICHARD à Mme Juliette HAUW, Mme Clémentine PAGNIER à Mme Agnès PESTRE, Mme Carmela LEDDA à Mme Véronique RESSEGUIER, M. Rémi FAVIER à M. Bernard CHAPELON.

Nombre de conseillers : **29** - Nombre de présents : **18 (17 pour les points n°2, 6, 16 à 20)** Nombre de votants : **29 (28 pour les points n°2 et 6)**

Désignation de secrétaire de séance : Mme Gisèle ARSAC

Les Conseillers municipaux ont eu connaissance des décisions prises par Monsieur le Maire agissant au titre de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) depuis la dernière séance du Conseil municipal et en vertu de la délibération du 25 mai 2020 ainsi que du tableau des marchés à procédures adaptées.

Le procès-verbal précédent est approuvé à l'unanimité.

OUVERTURE DE LA SÉANCE À 18 H 42

1 - ÉLECTIONS SÉNATORIALES : DÉSIGNATION DES GRANDS ÉLECTEURS

Pour la commune d'Unieux, le nombre de délégués titulaires est de 15 et le nombre de délégués suppléants est de 5. Une liste commune a été déposée au Secrétariat général dans les délais légaux. L'élection des grands électeurs a été faite à bulletin secret, une seule liste a été présentée :

LISTE UNIEUX

Titulaires :

M. Christophe FAVERJON, Mme Gisèle ARSAC, M. Fabrice MIALON, Mme Corinne CABUT, M. Fabrice CORDAT, Mme Djida OUCHAOUA, M. Manuel DE SA, Mme Véronique ROMÉYER, M. Gaston CONSTANT, Mme Agnès PESTRE, M. Daniel RATHIER, Mme Clémentine PAGNIER, M. Nicolas DUTARTRE, Mme Véronique RESSEGUIER, M. Bernard CHAPELON.

Suppléants :

Mme Monique FAURAND, M. Pascal PEYRAT, Mme Nathalie DUVAL, M. Stéphane CESARATTO, Mme Carmela LEDDA.

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

Nombre de bulletins : 29

Votes exprimés : 29

Bulletins blancs : 0

Bulletins nuls : 0

Ont obtenu : Liste Unieux : 29 voix

2- COMPTE FINANCIER UNIQUE 2022 - COMMUNE

Le Compte Financier Unique (CFU) 2022 de la commune a été arrêté à la somme de 17 125 741,03 € en recettes et de 15 446 826,10 € en dépenses, avant reprise des résultats reportés et des restes à payer et à réaliser en investissement.

Les restes à payer en dépenses s'élèvent à 2 980 000 € et les restes à réaliser en recettes à 2 060 000 €, ce qui représente un solde négatif de 920 000 €.

Le résultat de clôture du budget commune au 31 décembre 2022 se présente donc comme suit :

- Un solde positif de 1 565 135,07 € en section de fonctionnement en intégrant le résultat de 2021,
- Un solde négatif de 121 256,52 € en section d'investissement en intégrant le résultat 2021,
- Un solde négatif de 1 041 256,52 € en section d'investissement en intégrant le solde des reports de -920 000 €.

Le fonds de roulement de clôture est excédentaire de 523 787,55 € avec reprise des résultats, intégrant les résultats de 2021 et les reports de 2022 sur 2023.

Sous la présidence de M. Mialon élu à l'unanimité (*Monsieur le Maire s'étant retiré de la salle pendant les votes conformément à la réglementation*), **le Conseil municipal approuve par 22 voix pour, 5 abstentions** (*Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier*), le Compte Financier Unique 2022 de la commune, lequel peut se résumer de la manière suivante :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2022					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	9 594 453.79	10 317 160.83	19 911 614.62
	Recettes réalisées	B	6 196 796.91	10 928 944.12	17 125 741.03
	Recettes à réaliser	C	2 060 000.00	0.00	2 060 000.00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	8 928 981.55	10 747 686.69	19 676 578.24
	Dépenses réalisées	E	5 652 491.19	9 794 334.91	15 446 826.10
	Dépenses à réaliser	F	2 980 000.00	0.00	2 980 000.00
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G=B-E	544 305.72	1 134 609.21	1 678 914.03
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés	H	-666 562.24	430 525.86	-235 036.38
Solde (investissement) ou résultat de clôture	Excédent / déficit	G+H	-121 256.52	1 565 135.07	1 443 878.55
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+ /-)	I=C-F	-920 000.00	0.00	-920 000.00
Résultat cumulé	Excédent / déficit	G+H+I	-1 041 256.52	1 565 135.07	523 787.55

3- AFFECTATION DU RÉSULTAT 2022 DE LA COMMUNE

Le Compte Financier Unique 2022 de la commune présente :

Un excédent de la section fonctionnement de : 1.565.135,07 €

Un déficit de la section d'investissement de : 121.256,52 €

Après la prise en compte des restes à réaliser correspondant à 2.980.000 € pour les dépenses et à 2.060.000 € pour les recettes, le résultat global réel présente un excédent de 523.878,55 €.

Le Conseil municipal décide par 24 voix pour, 5 abstentions (*Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier*), d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

- section investissement – compte 1068 : 1.041.256,52 €

- section fonctionnement – compte 002 : 523.878,55 €

4- DÉCISION MODIFICATIVE N°1 (DM1) – BUDGET COMMUNE 2023

Suite à la Commission Gestion-Finances et Aménagement du Territoire et Développement Durable du 24 mai dernier, le **Conseil municipal** décide **par 24 voix pour, 5 abstentions** (*Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier*), d'approuver la décision modificative n°1 (DM1) de 2023 pour le budget de la commune comme suit :

INVESTISSEMENT				
	RECETTES	RAR	Reporté CFU	Proposé
13	Subventions État	480 000		+ 246 000
	Subventions Région	120 000		
	Subventions SEM	720 000		-66 000
	Subventions autres	40 000		
	Total subventions	1 360 000		
16	1641 Emprunt	700 000		
	Restes à réaliser Recettes investissement	2 060 000		
10	Dotation, fonds divers et réserves 2022 (CFU)		1 041 256.52	
041	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles			83 175.82
	DÉPENSES	RAR	Reporté CFU	Proposé
21	Immobilisations corporelles	385 000		+180 000
23	Travaux	2 529 000		
204	Subventions versées EE	66 000		
	Restes à réaliser Dépenses investissement	2 980 000		
001	Solde d'exécution de la section d'investissement 2022		121 256.52	
041	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles			83 175.82
21	Immobilisations corporelles			-3 000
20	Licences informatiques			3 000

FONCTIONNEMENT				
	RECETTES	RAR	Reporté CFU	Proposé
002	Résultat de fonctionnement 2022 reporté (CFU)		523 787.55	
	DÉPENSES	RAR	Reporté CFU	Proposé
011	Charges à caractère général			260 000.00
65	Autres charges de gestion courante			263 787.55

5 - EMPRUNT

Le **Conseil municipal** par **24 voix pour, 5 abstentions** (*Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier*) approuve la contraction d'un emprunt de 700 000 euros auprès du Crédit Mutuel avec un taux de à 4,30% sur 25 ans tel qu'il est prévu au budget primitif et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à effectuer les démarches nécessaires et signer les documents y afférents. L'intérêt de cette décision rapide étant d'éviter de subir les hausses des taux d'intérêt.

6- COMPTE FINANCIER UNIQUE 2022 - LOTISSEMENT LA FONTAINE

Le résultat de clôture du budget du Lotissement La Fontaine au 31 décembre 2022 se présente comme suit :

- un solde positif de 87 698,44 € en section de fonctionnement en intégrant le résultat de 2021,
- un solde nul en section d'investissement en intégrant le résultat 2021.

Le fonds de roulement de clôture est excédentaire de 87 698.44 € avec reprise des résultats, intégrant les résultats de 2021.

Sous la présidence de M. Mialon élu à l'unanimité (*Monsieur le Maire s'étant retiré de la salle pendant les votes conformément à la réglementation*), le **Conseil municipal** approuve **par 22 voix pour, 5 contre** (*Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier,*) le Compte Financier Unique du Lotissement La Fontaine 2022, lequel peut se résumer de la manière suivante :

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2022					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	421 018.20	473 960.69	894 978.89
	Recettes réalisées	B	158 259.10	195 900.03	354 159.03
	Recettes à réaliser	C	0.00	0.00	0.00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	262 759.10	525518.20	788 277.30
	Dépenses réalisées	E	0.00	159 759.10	159 759.10
	Dépenses à réaliser	F	0.00	0.00	0.00
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G=B-E	158 259.10	36 140.93	194 400.03
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés	H	-158 259.10	51 557.51	-106 400.03
Solde (investissement) ou résultat de clôture	Excédent / déficit	G+H	0.00	87 698.44	87 698.44
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+ /-)	I=C-F	0.00	0.00	0.00
Résultat cumulé	Excédent / déficit	G+H+I	0.00	87 698.44	87 698.44

7- AFFECTATION DU RÉSULTAT 2022 DU LOTISSEMENT LA FONTAINE

Le Compte Financier Unique 2022 du Lotissement La Fontaine présente :

Un excédent de la section fonctionnement de : 87 698,44 €
Un déficit de la section d'investissement de : 0,00 €

Le Conseil municipal décide **par 24 voix pour, 5 contre** (*Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier*), d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

Le résultat global réel présente un excédent de 523.878.55 €.

- section investissement – compte 1068 : 0,00 €
- section fonctionnement – compte 002 : 87 698,44 €

8- DÉCISION MODIFICATIVE N°1 (DM1) – BUDGET LOTISSEMENT LA FONTAINE 2023

Il s'agit de rectifier une discordance entre le BP 2023 et le CFU 2022 obtenu tardivement de la TP.

Le BP constate un report de résultat de 89 198,44 euros alors que le CFU constate 87 698,44 euros, donc une différence de 1500 euros. **Le Conseil municipal** approuve **par 24 voix pour, 5 contre** (*Mme Ledda, M. Chapelon, Mme Resseguier, M. Battie, M. Favier*), la décision modificative n°1 (DM1) de 2023 pour le budget Lotissement La Fontaine comme suit :

FONCTIONNEMENT				
	RECETTES	RAR	Reporté CFU	Proposé
002	Résultat de fonctionnement 2022			-1 500
75	Autres produits de gestion courante			1 500

9- DEMANDE DE GARANTIE D'EMPRUNT PAR 3F IMMOBILIÈRE RHÔNE-ALPES

Dans le cadre de l'opération de réhabilitation/restructuration de 48 logements de la résidence « Les Planches », rue Victor Hugo, la société « 3F Immobilière Rhône-Alpes » a décidé de contracter un emprunt auprès de la Caisse de Dépôts et Consignations selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 146458, constitué de 2 lignes de prêt (PAM, PAM Eco-prêt) d'un montant de 2 800 870 €.

La société « 3F Immobilière Rhône-Alpes », par un courrier du 26 avril 2023, sollicite la garantie de la commune pour cet emprunt, à hauteur de 55 %, partagée avec le Conseil Départemental (45 %). La garantie de la collectivité sera à hauteur de la somme en principal de 1 540 478,50 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité d'accorder la garantie de la commune pour l'emprunt envisagé par la société 3F IMMOBILIÈRE RHÔNE-ALPES auprès de la Caisse de Dépôt et Consignations et autorise Monsieur le Maire, ou l'Adjoint ayant reçu délégation à cet effet, à intervenir audit contrat de prêt.

10- DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOIRE POUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DE LA MAIRIE

Afin de permettre la réalisation des travaux de rénovation énergétique de la Mairie, nous avons déjà sollicité une subvention de l'État au titre du Fonds Vert.

Le Conseil Départemental, pour sa part, met en place un fonds pour les communes urbaines. Nos travaux de rénovation énergétique rentrent dans les priorités de ce fonds. **Le Conseil municipal** décide à l'unanimité d'approuver la demande de subvention et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à déposer le dossier auprès du Conseil Départemental ainsi que de solliciter les autorisations d'urbanisme relatives à ces travaux.

11- MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Suite à la campagne d'avancements de grade et de promotion interne 2023, **Le Conseil municipal** décide à l'unanimité d'approuver les modifications du tableau des effectifs comme suit :

✓ Filière Animation :

Transformation d'1 poste d'adjoint territorial d'animation ppal 2^{ème} classe en adjoint territorial d'animation ppal 1^{ère} classe avec effet au 09/06/2023.

Transformation d'1 poste d'adjoint territorial d'animation en adjoint territorial d'animation ppal 2^{ème} classe avec effet au 01/07/2023.

✓ Filière Technique :

Transformation de 5 postes d'adjoint technique territorial ppal 2^{ème} classe en adjoint technique territorial ppal 1^{ère} classe avec effet au 9/06/2023 (pour 3 postes) et 2 postes au 01/10/2023.

Transformation de 3 postes d'adjoint technique territorial en adjoint technique territorial ppal 2^{ème} classe avec effet au 09/06/2023 (1 poste), 1 poste au 01/07/2023, 1 poste au 03/09/2023.

Transformation d'1 poste d'adjoint technique ppal de 2^{ème} classe en poste d'agent de maîtrise au 09/06/2023.

Transformation d'1 poste d'agent de maîtrise en agent de maîtrise principal avec effet au 09/06/2023.

✓ Filière Police municipale :

Transformation d'1 poste de gardien brigadier en brigadier-chef principal avec effet au 09/06/2023.

12 - TABLEAU DES EFFECTIFS – EMPLOIS TEMPORAIRES

Suite à une demande de la Trésorerie, et après des décisions prises par la Cour de justice administrative, **le Conseil municipal décide à l'unanimité** de préciser que la délibération prise lors du vote du budget, approuvant le tableau des effectifs vaut délibération de création de ces emplois et précise que pour les surcroûts temporaires d'activité, il peut être décidé de recruter jusqu'à 4 postes d'activités saisonnières en tant qu'adjoint technique et 4 postes en tant qu'adjoint d'animation.

13 - PARC HOLTZER

➤ Vente à Mme Landon :

Lors de la Commission Aménagement du Territoire et Développement Durable du 24 mai dernier, il a été indiqué que le Conseil municipal avait décidé en avril dernier de vendre à Mme LANDON Audrey un local municipal du Parc Holtzer situé au 1^{er} étage, lot 206 de 57 m² et une cave lot 16 de 19 m² qui avait fait l'objet d'une location avec promesse d'achat.

Madame LANDON nous avait informés qu'elle souhaitait lever l'option d'achat dans les conditions prévues par le bail du 8 février 2022, à savoir, un montant de 25 000 euros, montant pour lequel seraient déduits, conformément au bail, 80 % des sommes versées depuis la signature du bail.

L'avis des domaines a été établi à 30 000 euros en indiquant que la locataire n'avait effectué que des travaux de rafraîchissement.

Or, comme le démontrent les factures des travaux réalisés, pour une somme d'environ 12 000 euros, il s'agit d'une rénovation importante du local. En effet, la locataire a en 6 mois, procédé à la mise en conformité de l'équipement électrique, au changement du sol, à l'installation d'un système de chauffage, d'une climatisation et d'un volet de protection.

Pour toutes ces raisons, **le Conseil municipal décide à l'unanimité** de céder à Mme Landon Audrey le local lot 206 de 57 m² et la cave lot 16 de 19 m² pour la somme de 25 000 euros et pour cela, de passer outre l'avis des domaines afin de prendre en compte les travaux effectivement réalisés par Madame Landon, désigne Me Pailhès, Notaire à Firminy, comme rédacteur de l'acte authentique de vente au nom de la commune et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer la vente.

➤ Local actuellement occupé par la société Arpège :

Lors de la Commission Aménagement du Territoire et Développement Durable du 24 mai dernier, il a été indiqué que la société ARPÈGE située au Parc Holtzer déménageait à compter du 2^e semestre 2023 et libérait donc les locaux municipaux de la copropriété numéro 101 à 105 pour une surface totale de 408 mètres carrés. L'avis des domaines a été établi à la somme de 346 800 euros. Une entreprise, dont les gérants sont Monsieur CROIZIER François et Madame Blandine Jacglin souhaitent acquérir ces locaux pour installer une activité d'enseigne design.

Les discussions avec les acquéreurs ont permis d'aboutir à la somme de 335 775 euros à charge pour les acquéreurs de construire un mur de séparation en moellon entre leurs propriétés et les locaux utilisés par l'association Myopathie à tout Cœur et le Comité de Jumelage Unieux-Minéo.

Dans la promesse d'achat, il est également précisé que dans le cas où il y aurait à modifier le règlement de copropriété, la Ville prendrait en charge cette modification.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité de vendre au profit de Monsieur François Crozier et de Madame Blandine Jacglin ou toute personne morale qu'il leur plaira de se substituer, les locaux municipaux mentionnés, de passer outre l'avis des domaines, compte tenu de la faible différence et de la condition supplémentaire de construction du mur de séparation ci-dessus indiquée, désigne Me Pailhès, Notaire à Firminy, comme rédacteur de l'acte authentique de vente au nom de la commune et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer la vente ainsi que tous les documents y afférents.

14- DEMANDE D'AVIS D'HABITAT MÉTROPOLE POUR LE PROJET DE LOGEMENTS RUE ARISTIDE BRIAND

Suite à la Commission Aménagement du Territoire et Développement Durable du 24 mai dernier où il a été présenté le projet de la rue Aristide Briand et à la demande d'avis d'Habitat Métropole, **le Conseil municipal donne à l'unanimité** un avis favorable à ce projet.

15- AUTORISATION D'URBANISME - LOTISSEMENT COMMUNAL RUE SALVADOR ALLENDE

Suite à la présentation lors de la Commission Aménagement du Territoire et Développement Durable du 24 mai dernier où il a été présenté le projet de lotissement communal rue Salvador Allende, **le Conseil municipal autorise à l'unanimité** Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à déposer le permis d'aménager de cette zone.

16- RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE DE CHANTIERS ÉDUCATIFS 2023

Dans la continuité de l'action partenariale engagée depuis plusieurs années avec le Conseil Départemental de la Loire, la Sauvegarde 42 et Relais Ondaine pour la mise en place de chantiers éducatifs, **le Conseil municipal approuve à l'unanimité** la participation financière de la commune pour 2023 pour un montant de 2 707,50 € (le Conseil Départemental participant à parts égales) pour une somme totale de 5 415 € et autorise Monsieur le Maire, ou l'Adjoint ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention avec le Conseil Départemental de la Loire, la Sauvegarde 42 et Relais Ondaine. Ces chantiers ont pour objectifs d'accompagner les jeunes dans la réalisation d'un projet éducatif individuel ou collectif et de favoriser leur accès au monde du travail. Ils sont mis en place en lien avec le Centre social d'Unieux.

17- CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'OBJECTIFS AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA LOIRE POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE DE LECTURE PUBLIQUE

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité la convention de partenariat et d'objectifs pour la mise en œuvre d'une politique de lecture publique avec le Conseil Départemental de la Loire et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à la signer.

Monsieur Chaussin quitte la séance.

18- PPRM DE LA VALLÉE DE L'ONDAINE : ZONES D'INTÉRÊT STRATÉGIQUE (ZIS)

Avec les communes de l'Ondaine, excepté la Ville de Firminy, le Conseil municipal d'Unieux avait, en 2018 avec les communes de Roche-la-Molière, la Ricamarie, le Chambon-Feugerolles et Fraisses, attaqué en justice le projet de Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) et avait obtenu son annulation.

Depuis, un nouveau PPRM est en cours d'élaboration et il a apporté d'importantes modifications au projet initial, ce qui valide d'ailleurs notre démarche. En ce qui concerne la commune d'Unieux, nous avons obtenu dans le projet le classement en zone d'intérêt stratégique les zones de Firminy-Fraisses-Unieux Est et Ondaine 2026.

Sur l'ensemble de l'Ondaine, de nouvelles zones ont obtenu ce classement, ce qui est une évolution satisfaisante qu'il convient de saluer même si nos critiques initiales sur les zones d'intérêt stratégiques demeurent. Par contre, et contrairement à ce qui a été convenu et demandé par les communes de la Vallée de l'Ondaine et par Saint-Etienne Métropole, l'État refuse de classer la zone du Puits Grüner à Roche-la-Molière ainsi qu'une parcelle de 3101 m² située également à Roche-la-Molière.

Le Conseil municipal à l'unanimité est solidaire de la position de Saint-Etienne Métropole et des communes de l'Ondaine et donc :

Pour les Zones d'Intérêt Stratégiques :

➤ Demande une rectification du périmètre de la ZIS du Puits Grüner pour y intégrer comme dans le PPRM 1, la parcelle cadastrée 42189 AM 266 d'une superficie de 3 101 m², à Roche-la-Molière (ce point n'ayant pas pu être validé au COPIL du 15 novembre 2022),

➤ Valide la proposition de périmètre de Zones d'Intérêt Stratégique en matière de développement économique concernant le territoire de la commune d'Unieux pour le périmètre F.U.F – Ondaine 2026.

➤ Valide les propositions de périmètres de Zones d'Intérêt Stratégique en matière de renouvellement urbain concernant le territoire de la commune d'Unieux pour le secteur de convention

opérationnelle avec EPORA et le secteur opérationnel du Projet Partenarial d'Aménagement Gier Ondaine Saint-Etienne (PPA GOSE).

Pour les secteurs de projet :

➤ Sollicite le classement en zone constructible dans le futur PPRM d'une fraction de la parcelle au Nord et en continuité de la ZI Grüner à Roche-la-Molière, pour l'extension de la zone d'activités (fraction sud de la parcelle cadastrée 42189 AE 14 pour environ 9 768 m²), (ce point n'ayant pas pu être validé au COPIL du 15 novembre 2022).

19- SEM : AVENANT N°2 À LA CONVENTION PROJET PARTENARIAL D'AMÉNAGEMENT GIER ONDAINE SAINT-ÉTIENNE SUD (PPA GOSE)

Un projet de second avenant vient compléter et modifier le document initial et l'avenant n°1 pour prendre acte de la dissolution du Pôle Métropolitain, permettre l'adhésion du Département de la Loire au contrat et enfin valider le programme d'actions et la maquette financière pour la période 2023-2027.

Le bloc 3 opérationnel prend davantage de consistance au fur et à mesure de l'avancée du PPA, et le programme d'actions priorise 11 opérations portées par la Métropole, les 13 communes, EPORA et Cap Métropole.

La maquette financière 2023-2027, annexée à l'avenant, vaut de demande de subventions auprès de l'État pour les dépenses des années 2023, 2024 et 2025 pour un montant de 7 052 500 € HT réparti sur les 3 blocs.

Le Conseil municipal valide à l'unanimité l'avenant n°2 au contrat de Projet Partenarial d'Aménagement Gier Ondaine Saint-Etienne Sud et autorise Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer l'avenant n°2 au contrat de PPA.

20- MOTION : MISSION LOCALE JEUNES ONDAINE HAUT PILAT

L'Union Nationale des Missions Locales a adopté lors de son Bureau du 23 février 2023 des propositions dans le cadre des débats en cours sur le projet « France Travail » voulu par le Gouvernement.

Ses propositions, contextualisées et reprises dans une contribution dénommée « Projet France Travail : une seule boussole, l'intérêt général ! », visent à créer les conditions pour que les Missions Locales, service public territorialisé et partenarial de l'insertion des jeunes présidé par des élus locaux, puissent aller encore plus loin dans la réponse aux besoins des jeunes, des entreprises et des territoires :

- ❖ Garantir une place et un rôle décisif pour les élus du bloc communal démocratiquement élus pour incarner les enjeux de leur territoire et mettre en place des stratégies territorialisées, dans France Travail.
- ❖ Refuser le projet d'algorithme d'orientation, en cours de discussion, qui nie les capacités de choix des jeunes et de diagnostic des professionnels et au contraire, permettre aux jeunes de choisir librement leur accompagnateur sans les « enfermer dans des cases ».
- ❖ Conférer au réseau des Missions Locales le rôle d'animateur des questions de jeunesse dans « France Travail » afin de mettre à profit son expertise et son savoir-faire uniques acquis tout au long de ses 40 ans d'accompagnement des jeunes vers l'emploi et l'autonomie.
- ❖ Confier le portage du Contrat d'Engagement Jeune au seul réseau des Missions Locales afin de mettre fin à la mise en concurrence entre acteurs du service public et ouvrir une nouvelle ère propice à une réelle coopération des membres du Service Public de l'Emploi.
- ❖ Préserver l'autonomie du réseau des Missions Locales dans sa stratégie partenariale, notamment avec les employeurs et les partenaires publics et associatifs locaux, pour ne pas nuire à son agilité.

Le Conseil municipal à l'unanimité rappelle son attachement fort aux actions, à l'autonomie et aux modalités de gouvernance des Missions Locales, et soutient les propositions de son réseau dans les débats en cours sur « France Travail ».

21- MOTION POUR UNE EAU POTABLE ET BUvable

Depuis quelques mois, l'eau qui est servie à nos concitoyens, même si, selon les analyses, est potable, n'a pas les caractéristiques d'une eau buvable. Si aujourd'hui, il y a moins de phénomènes de couleurs, les retours de nos concitoyens et nos constats nous amènent à considérer que l'eau est, selon les termes de chacun « imbuvable », « dégoûtante », qu'elle a une odeur de terre ou de « pourri ». Ce constat amène de nombreux concitoyens à acheter de l'eau en bouteille pour la consommation quotidienne, ce qui est coûteux dans ces périodes d'inflation, ce qui est inacceptable.

Christophe Faverjon a souhaité et obtenu qu'une analyse indépendante de la qualité de l'eau et du système de potabilisation soit réalisée par un expert indépendant. Faisant autorité dans ce domaine, le Professeur Legube a été sollicité pour réaliser cette étude. Il ressort de cette analyse qu'en plus des problèmes de sécheresse, l'usine du traitement de l'eau de Firminy qui alimente la plus grande partie des habitants de notre commune est en très mauvais état. Certains travaux ont été faits, mais ils sont encore largement insuffisants.

Suite au rapport du Professeur Legube et à l'expertise de l'IRH, le Conseil municipal d'Unieux demande que d'ici une période de 12 mois maximum, soit rénové le système d'ozonation et soit mise en place la totalité des lits du charbon actif.

Des réseaux de qualité :

Contrairement à ce qui est dit, y compris par les services de Saint-Etienne Métropole, la Ville d'Unieux a réalisé régulièrement des travaux d'investissement sur le réseau d'eau potable : une somme moyenne annuelle de 201 416 euros de 2002 à 2008 et une somme de 345 760 euros de 2008 et 2015 (avant le transfert de compétence à Saint-Etienne Métropole).

D'ailleurs toutes les communes de l'Ondaine, à l'exception peut-être d'une, ont réalisé les travaux nécessaires afin que les réseaux aient le moins de pertes possible.

Une erreur d'analyse de Saint-Etienne Métropole, sur la cause des couleurs, a mis en avant, à partir d'une photo choc de canalisation, l'état des réseaux comme étant la cause de la couleur inappropriée. Deux éléments prouvent que cela ne correspond pas à la réalité de problèmes.

A) Au mois d'octobre / novembre, les communes du Chambon Feugerolles et La Ricamarie, lorsqu'ils étaient alimentés par le barrage de Lavalette ont rencontré les mêmes problèmes d'odeurs et de goûts. Dès que le barrage de Cotatay l'a permis, la station de la Tour a été alimentée à nouveau par le barrage de Cotatay. La couleur et le goût ont alors disparu. Il est évident qu'en un mois, les réseaux n'ont pas été changés et leur état n'a pas été modifié par miracle.

B) L'étude du professeur Legube fait ressortir principalement l'état de la station de traitement et non des canalisations. S'il fallait une preuve supplémentaire, jusqu'à il y a un an avec la même qualité des canalisations, il n'y avait ni problème d'odeur ni problème de goût.

Un prix d'eau relativement cher dans l'Ondaine :

Contrairement à ce qui s'est raconté, les habitants de l'Ondaine, ont globalement l'habitude de payer l'eau relativement cher : environ 2,63 € TTC le m³ en moyenne dans l'Ondaine, pour 2,01 € TTC le m³ en moyenne pour les 53 communes de Saint-Etienne Métropole.

Le Conseil municipal considère que, comme sur bien d'autres domaines, la Métropole doit favoriser la solidarité et l'équité entre tous ses habitants comme pour l'assainissement ou l'enlèvement des ordures ménagères. Les habitants doivent payer un seul et même prix de l'eau sur le territoire, c'est d'ailleurs une obligation légale.

Le Conseil municipal considère également que ce prix doit en outre intégrer les travaux d'urgence nécessaires aujourd'hui dans l'Ondaine, mais aussi dans de nombreuses communes. Ce prix doit financer également les travaux impératifs dans l'avenir au bénéfice des 400 000 habitants de Saint-

Etienne Métropole pour sécuriser la ressource en eau qui sera de plus en plus rare dans les années à venir.

L'eau est notre bien commun, nous devons anticiper la rareté de cette ressource et le Conseil municipal considère qu'il doit y avoir une gestion publique pour gérer ce bien commun et ne pas permettre à des sociétés privées de faire des bénéfices dessus.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONTRIBUTION DE M PEYRAT :

Ce constat amène de nombreux concitoyens à acheter de l'eau en bouteille pour la consommation quotidienne, ce qui est coûteux dans ces périodes d'inflation, ce qui est inacceptable.

Inacceptable et même absurde quand les embouteilleurs d'eau minérale sont mis en demeure de réduire la cadence. Volvic et Laqueuille (pas les seuls) ont quasiment épuisé la ressource l'été dernier au point d'en priver d'autres usagers. La question de partage des eaux hante l'humanité depuis longtemps et a conduit à bien des guerres. Aujourd'hui, cette guerre est celle du libéralisme ;

Suite au rapport du Professeur Legube et à l'expertise de l'IRH, le Conseil municipal d'Unieux demande que d'ici une période de 12 mois maximum, soit rénové le système d'ozonation et soit mise en place la totalité des lits du charbon actif.

La conclusion porte surtout sur le traitement en tête de filière et concerne la coagulation-filtration de la matière organique de l'eau (CODB notamment). Il y a deux étapes d'ozonation sur la filière, en tête (pré-ozonation) l'une permet d'oxyder la matière organique afin de mieux l'arrêter sur l'étape de coagulation sur filtre. En fin de filière, la seconde ozonation intervient en complément de la désinfection au chlore. C'est surtout l'ozonation de tête qui pose problème. Le chlore peut suffire à la désinfection de sortie et notamment si les charbons actifs jouent pleinement leur rôle (ce qui n'est pas le cas).

Au risque d'insister, l'ozonation n'est qu'un complément de traitement. Il est coûteux, mais se prête bien à l'automatisation (procédé électrique), ce qui fait l'affaire des adeptes de la supervision.

Une erreur d'analyse de Saint-Etienne Métropole, sur la cause des couleurs, a mis en avant, à partir d'une photo choc de canalisation, l'état des réseaux comme étant la cause de la couleur inappropriée. Deux éléments prouvent que cela ne correspond pas à la réalité de problèmes.

Rien ne dit que la photo en question provienne du réseau incriminé (remarque de mauvaise foi, mais après tout quand c'est la mode...). Des prises de vues de ce type, j'en ai plein pour la simple raison qu'il y a plein d'objets de ce type (les conduites usagées sont bien plus nombreuses que les conduites neuves, ce qui vaut pour tous les produits. Les bébés ne conservent pas longtemps leur peau tendre). Par contre, cet épisode de dysfonctionnement aura certainement contribué à user davantage les conduites, qu'elles soient anciennes ou neuves.

La reminéralisation, y compris la mise au pH, ont encore plus dérivé qu'à l'accoutumée et ceci n'est pas bon pour le réseau ainsi soumis à un vieillissement prématuré. Les dépassements (aluminium notamment) font aussi vieillir l'utilisateur final.

LA SÉANCE EST LEVÉE À 19 H 45.

Fait à Unieux, le 27 juin 2023.

La secrétaire de séance,

Gisèle ARSAC



Le Maire,

Christophe FAVERJON

